

n° 751 — 2 F

SPECIAL AOUT 1977

nouvelle édition

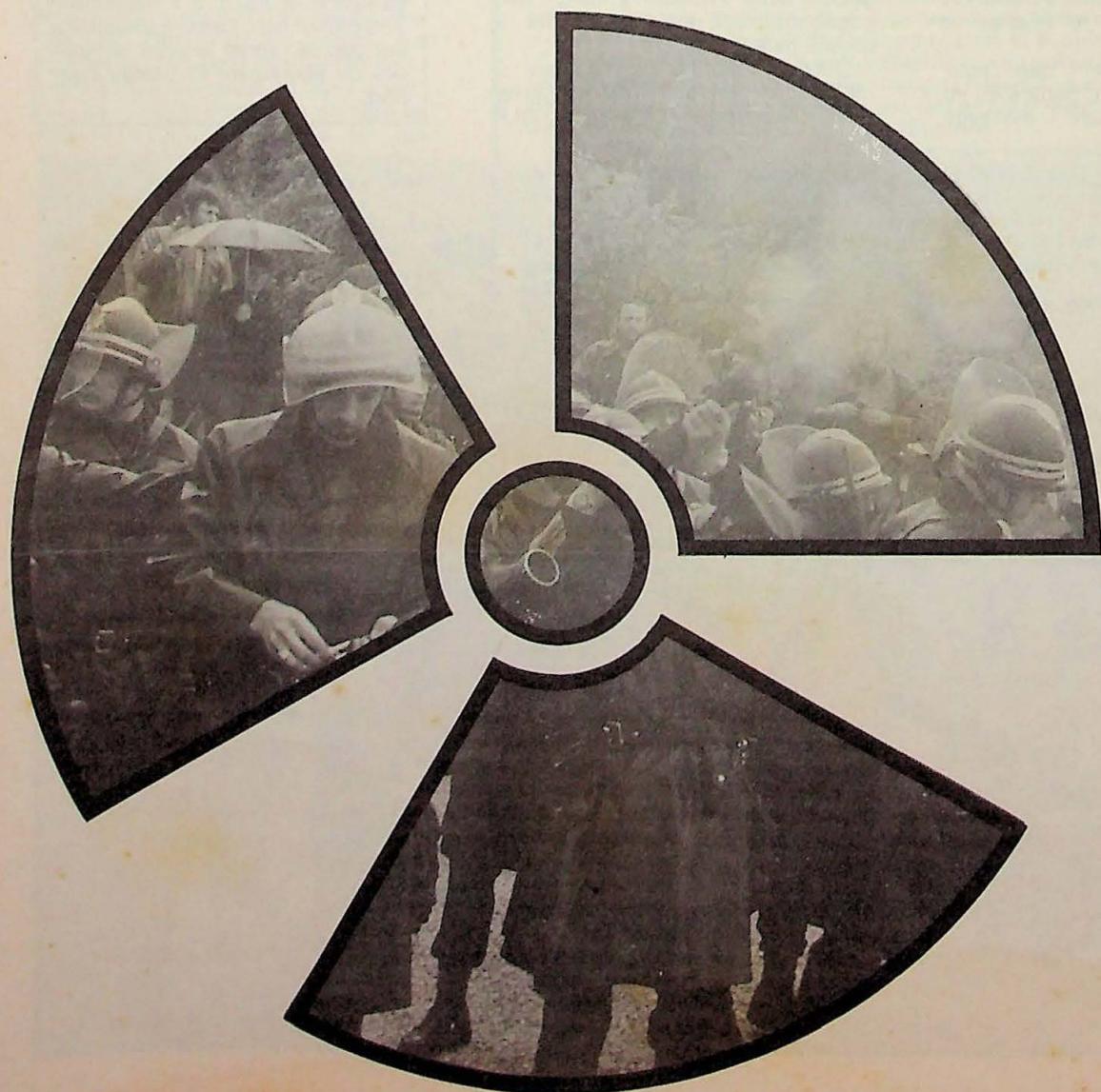
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

les marches de l'été

le nucléaire tue



Ils prétendaient que leur programme nucléaire était sans danger. Mais, pour le « protéger » contre de simples manifestants, ils ont été jusqu'à tuer. Le danger nucléaire, ce n'est pas seulement celui de la pollution radio-active. C'est celui d'une société livrée au seul pouvoir d'une minorité techno-capitaliste, contrôlée et quadrillée par un appareil militaire et policier.

Le quadrillage policier de toute une région pendant des jours ; les ratonnades anti-jeunes ou anti-allemandes ; l'expérimentation « sur le terrain » d'un type de grenade probablement nouveau ; un préfet qui se croit à la chasse et en tire un bilan odieux et écoeurant — mais continue à être couvert par ses supérieurs. Voilà l'avant-goût de la Société de l'ère du surrégénérateur.

Mais il y a aussi la plus imposante mobilisation de masse contre le programme électronucléaire : 50 000 manifestants au moins dont la quasi-totalité a respecté l'objectif assigné à la manifestation de rester pacifique, et cela malgré tout ce qui pouvait inciter à l'enfreindre. Quelle démonstration de sang froid, et de force, en comparaison de l'attitude des forces de répression !

Voilà ce que cherchent à masquer ceux qui, par des dosages habiles, distribuent à parts égales les responsabilités des violences. Si une infime minorité a eu le tort de tomber dans le piège tendu, exposant d'autant plus ceux, vulnérables, « qui n'étaient pas venus pour ça », il est clair que le pouvoir voulait l'affrontement. Seule alors, la masse même de la manifestation permet de déjouer toute provocation.

Voici donc l'autre leçon de Malville ; c'est avec la force massive qui s'y est manifestée que le gouvernement aura demain à compter. C'est elle qui doit s'élargir en un vaste mouvement populaire :

- imposons dans l'action de masse le respect des décisions prises démocratiquement ;
- engageons le débat avec toutes les forces de gauche sur la politique qu'elles comptent suivre en matière nucléaire ;
- exigeons qu'une commission d'enquête fasse toute la lumière sur les agissements de la police le 31 juillet ;
- libération de tous les emprisonnés !

et pourtant elle tourne...

le conflit égypto-libyen : une attaque préméditée

Sadate a décidé, à l'heure qu'il a estimée opportune, d'exécuter un plan d'agression, longtemps différé, contre la Libye. Et il a, pour le moment en tout cas, échoué. Cependant les tonitruantes déclarations qu'il a faites, le 7 août, devant les commandants des unités stationnées à proximité de la frontière libyenne montrent qu'il n'a pas renoncé à jouer le tout pour le tout pour faire oublier cet échec — qui s'ajoute désormais à beaucoup d'autres...

En réalité il serait erroné de s'en tenir au conflit égypto-libyen au sens étroit du terme pour comprendre la nature et le sens de cette agression caractérisée. En effet, seule l'analyse de l'état de la lutte des classes en Egypte, combinée avec celle de l'évolution de la stratégie impérialiste en Méditerranée, permet d'apprécier les enjeux dont le problème palestinien reste l'élément dominant.

En Egypte, la bourgeoisie libérale a pu imposer, avec Sadate, une soumission de l'économie du pays à la loi d'airain de la division internationale du travail voulue par l'impérialisme. Cette politique dite d'« ouverture » n'a fait qu'enrichir une couche étroite d'intermédiaires au détriment de la grande masse du peuple.

La révolte de janvier dernier a traduit l'exaspération des travailleurs contre cette politique. La répression armée fut la seule réponse, creusant ainsi un fossé définitif entre le peuple et le régime sadatien. Depuis, rien n'a été fait pour améliorer la situation ; on s'est contenté d'aménager la législation pour mieux réprimer. Face à l'opinion populaire consciente de la faillite de la politique économique du régime, il était de plus en plus nécessaire de trouver un bouc émissaire : ce fut la Libye qui fut choisie.

la stratégie impérialiste

Mais le choix n'aurait pu être effectué si l'attaque visant à « destabiliser » le régime libyen ne se situait pas dans la perspective d'ensemble de l'offensive conjointe des Etats Unis et des régimes réactionnaires arabes — sans oublier Israël bien sûr — pour imposer la « paix américaine » dans la région : en dernière analyse pour brader le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

C'est dans ce contexte qu'apparaît la nécessité de faire taire toute voix arabe qui remet en cause cette politique. Après l'intervention syrienne au Liban qui visait à la fois à détruire le potentiel militaire de la résistance palestinienne, à réduire la force de son allié, le mouvement national libanais, à faire ainsi de l'OLP une organisation n'ayant plus les moyens — militaires et politiques — de définir sa politique en toute indépendance, il s'agissait donc ensuite d'abattre le

régime libyen coupable de ne pas jouer le jeu.

Après avoir réduit au silence l'opposition progressiste au Koweït, une sainte alliance contre la Libye se noue en juillet 76, à Ryad (Arabie Saoudite) à l'initiative de l'Egypte. Le roi Khaled, les présidents Sadate et Nèmeiry (pour le Soudan) concluent un pacte militaire. Celui-ci n'est pas destiné à aider la lutte palestinienne — et pourtant 1/5 du territoire égyptien reste occupé par Israël — mais bien au contraire à contrecarrer le développement des forces progressistes arabes dans la région. En fait les dirigeants étudient les moyens politico-militaires d'isoler et d'abattre le régime du Colonel Khadaffi.

Comment s'étonner que pour déclencher l'agression, Sadate ait eu l'appui de Washington — message

de Carter — et, par ailleurs, le feu vert de Tel Aviv ? La stratégie impérialiste intervenant par relais interposés — les Etats Unis définissent et supervisent la stratégie d'ensemble, l'Arabie Saoudite finance (toutes les charges militaires égyptiennes jusqu'en 1981, seront prises en charge par elle), l'Egypte exécute — trouve ici une illustration parfaite.

les obstacles

Mais ce qui est aussi remarquable dans la mise en œuvre de cette stratégie, ce sont les obstacles qu'elle rencontre. Obstacles en Libye d'abord : la résistance libyenne face à la disproportion des effectifs a bien su combiner l'intervention militaire classique et la résistance populaire contre l'envahisseur. A cet égard, comme l'explique l'envoyé spécial d'Afrique-Asie sur place, la mobilisation populaire — au niveau des lieux de travail, hommes et femmes ont été armés et initiés au maniement des armes — a joué un rôle politico-militaire inattendu. Les conséquences de cette situation sont importantes aussi pour l'évolution ultérieure du régime lui-même.

Obstacles en Egypte même : une partie de l'armée en particulier dans l'aviation et dans la marine renâclent plus ou moins ouvertement à mener une guerre fratricide ; l'opinion elle-même a été peu dupe de cette manœuvre de diversion. L'homme de la rue au Caire estime plutôt qu'une guerre avec Tripoli n'a qu'un seul gagnant : Israël, un grand perdant : le peuple palestinien.

Obstacles dans le monde arabe : la médiation — en fait l'arrêt de l'agression — imposée par l'Algérie et l'OLP,

à travers Boumediène et Arafat en personne, a montré que les partisans d'une politique capitalarde ne peuvent agir à leur guise.

Obstacles enfin dans le monde, dans la mesure où les pressions que Sadate veut exercer sur de nombreux pays pour boycotter la Libye ne sont suivies d'aucun effet. En fait, la mise à jour des motivations véritables de Sadate dans cette affaire, n'est pas faite pour lui apporter le soutien de l'opinion mondiale...

Ainsi ce qui vient de se passer à la frontière égypto-libyenne et les dernières déclarations de Sadate montrent à quel point est arrivée la tension dans cette région, manifestant ainsi la contradiction entre impérialisme et libération nationale. Cette situation nous concerne au premier chef tant il est vrai qu'une hégémonie consolidée de l'impérialisme dans la région méditerranéenne aggrave l'environnement international de la gauche française. Qui envisage d'accéder au pouvoir...

Bernard RAVENEL ■

Pour protester contre l'agression de Sadate un meeting d'information et de solidarité a été organisé à Paris le 3 août avec la participation de nombreuses organisations des pays arabes (Collectif des patriotes égyptiens, P.C. d'Egypte, Congrès du peuple de Libye, Démocrates Tunisiens, MUP, Rassemblement des démocrates syriens, Collectif National Palestine et PSU). Il a rassemblé 350 personnes. Ces organisations ont décidé, après le premier succès de poursuivre et élargir l'action.



Photo AFP



la rencontre CGT-PSU

Des délégations de la CGT et du PSU se sont rencontrées à la demande de ce dernier, le vendredi 29 juillet au siège de la CGT.

Elles ont constaté que la politique d'austérité du gouvernement et du patronat a des conséquences dramatiques pour les travailleurs et le pays. Le pouvoir d'achat des travailleurs est laminé par la hausse des prix et l'intransigeance du patronat et de l'état patron. Le chômage s'étend et touche particulièrement les jeunes; des branches entières de l'économie sont bradées au profit des trusts étrangers. Les attaques contre les libertés syndicales et démocratiques se multiplient.

Face à cette situation, les travailleurs font preuve d'une grande combativité comme en témoignent les nombreuses luttes revendicatives en cours.

Les deux délégations ont procédé d'une manière positive et dans le respect de l'indépendance et de la spécificité de chaque organisation, à un échange de vues portant sur la démocratisation de l'économie et de la gestion des entreprises, l'extension des libertés démocratiques dans les entreprises et dans l'ensemble de la société. Cet échange de vues a permis de dégager un certain nombre de préoccupations communes sur les transformations profondes qui s'avèrent indispensables dans le domaine économique, social et politique.

Le PSU et la CGT ont décidé de poursuivre le dialogue sur différents sujets qui sont au centre de leurs préoccupations respectives.

civil ou militaire, non au nucléaire

CETTE fois, ça y est. Tous les sujets importants sont « sortis » dans le débat sur l'actualisation du Programme commun. Les cinq « questions clés », sur lesquelles nous avons centré notre Congrès de Strasbourg, sont maintenant dans le domaine public. Successivement : les nationalisations, la politique sociale, les institutions, le nucléaire et enfin la politique internationale et de défense.

Sur ce dernier point, la polémique en cours relève de tout autre chose que de considérations sur l'effet que produisent les vacances sur les humeurs respectives de Marchais et de Mitterrand. Il s'agit d'un véritable débat de fond, comme en témoignent les derniers échanges. Mais où les partenaires, s'ils campent sur leurs positions et poursuivent jusqu'au bout leur logique, risquent fort de s'enliser. Et il est difficile d'imaginer quelques compromis si l'on en reste aux formulations actuelles.

La seule issue résiderait dans la définition d'une politique qui combine deux principes apparemment contradictoires dans l'état actuel du débat, et pourtant indispensables l'un et l'autre : 1° dans une période transitoire, la question de l'« indépendance nationale » se posera bel et bien, non en termes chauvins, mais de défense des acquis des travailleurs et de leur capacité d'entraînement ailleurs, et en donnant à l'adjectif « nationale » un sens pluriel (les Nations et non l'abstraction hexagonale); 2° cette indépendance, si du moins son contenu est bien de protéger la marche vers le socialisme, ne sera pas garantie par une force nucléaire.

Ces principes sont apparemment contradictoires, puisque toute faiblesse du PS à l'égard de la force de frappe est considérée par le PCF comme le début de l'acceptation de l'hégémonie américaine; non sans raisons en ce qui concerne une partie (mais une partie seulement, pour tout compliquer) des antinucléaires du PS. Et Mitterrand répond, symétriquement, que « les socialistes ne veulent pas tromper les Français en leur faisant croire que l'arme nucléaire est une arme magique qui assure, à elle seule, leur protection en dehors de toute alliance »... et du même coup valorise l'alliance atlantique.

LA contradiction semble ainsi bien nouée. Nationalisme contre atlantisme. Seulement, les uns et les autres se prennent les pieds dans leur propre logique.

Dans son désir de rester cohérent, sinon avec ses positions antérieures, du moins avec un profond sentiment populaire, le PCF met d'énormes verrous à la stratégie nucléaire : pas de stratégie « anticités » (alors que pour une puissance moyenne comme la France, il n'y a de dissuasion que si l'on pratique l'ignoble chantage à la destruction de populations civiles); collégialité de la décision d'appuyer sur le bouton (s'il faut saluer l'introduction de la collégialité... son premier point d'application est pour le moins étrange); règle du « non-emploi en premier ». Mitterrand n'a pas fort de noter que de telles dispositions annulent l'effet de dissuasion.

Mais, dans son élan critique, il pourrait faire remarquer que toute puissance nucléaire de second rang est nécessairement l'enjeu d'un contrôle par les puissances de premier ordre et qu'ainsi l'indépendance se trouve encore plus menacée. Il aurait même pu rappeler qu'aucune victoire anti-impérialiste n'a été obtenue par usage de la force nucléaire,

et qu'on peut se demander ce qu'il serait advenu du peuple vietnamien s'il avait été en mesure d'en faire usage. Il aurait enfin pu noter que l'intégration dans l'alliance atlantique, même séparée de l'organisation militaire, combinée ne serait-ce qu'avec l'actuelle force de frappe (c'est-à-dire la position actuelle du Programme commun) implique des procédures dites par euphémisme de « concertation », mais en fait de soumission; et se souvenir du rôle joué récemment par l'alliance un peu partout où les peuples ont commencé à bouger. Mais il ne le dit pas. Il esquivé la question de la défense européenne, et cela pour une bonne raison : il n'envisage pas de changement dans la position de la France à l'intérieur du système occidental.

« Quelle autre alliance propose-t-on ? » demande-t-il d'un air faussement naïf, comme si l'on pouvait sérieusement imaginer qu'au lieu de l'Alliance atlantique, quelqu'un propose l'entrée dans le pacte de Varsovie ! Comme s'il n'y avait pas une troisième possibilité, dont l'idée chemine y compris dans les rangs du PS, et que nous ne cessons de faire avancer : celle de la constitution d'un bloc anti-impérialiste dont le conflit égypto-libyen a montré l'urgence nécessitée. Mais de ça, le PCF ne parle pas non plus, se contentant de dire qu'on restera dans l'alliance atlantique tout en œuvrant au démantèlement des blocs. Tous seuls ? Et ceux qui ne suivront pas, on les menacera avec nos Pluton ?

ON peut ainsi s'enfoncer dans une tragique absurdité, si on ne replace pas le débat sur ses vraies bases. La question est de savoir si nous engageons une démarche populaire de masse pour construire le socialisme. Si oui, alors point besoin de se torturer l'esprit afin de savoir si on peut le faire sans nucléaire. Car on ne le fera pas avec nucléaire, ni militaire, ni civil d'ailleurs, est-il besoin de le redire après Malville. Non seulement le nucléaire ne nous protégera pas, non seulement il entraîne avec lui un système de décision, de commandements, de contrôle de la société civile rigoureusement contradictoire avec l'autogestion (même « nationale d'ensemble »...) mais pour comble, en misant tout sur les processus techniques et non sur l'action des hommes, il est fondamentalement démobilisateur.

L'indépendance des travailleurs, on la voit beaucoup mieux défendue à Lip — dont le maintien en activité est une pièce essentielle de la résistance de tout un secteur industriel aux multinationales — et au Larzac — où des paysans mobilisés en permanence tiennent tête à la force armée pour protéger un territoire qui est aussi leur instrument de travail. La meilleure défense, c'est celle des travailleurs organisés pour lutter.

Un référendum sur l'organisation d'une défense nationale populaire et sur l'énergie, pourquoi pas ! Mais à condition qu'il soit dit clairement, dès maintenant, que les travailleurs ne remettront pas leur pouvoir à quelque maréchal des neutrons, ni ne le rendront à la bourgeoisie par social-démocratie à l'allemande interposée. En dernière analyse, à condition que la gauche s'accorde, dès maintenant, pour garantir l'autonomie de décision du peuple français.

Michel MOUSEL ■

humeur : flagrant délire

Sur le Larzac les paysans planquent leurs fourches, leurs tournevis, les couteaux à couper la miche de pain, les tracteurs, les fourchettes, les tisonniers, les clés à molette, liment les cornes de leurs béliers, cachent leurs parapluies, leurs cannes, leurs marteaux, leurs ciseaux, leurs godasses cloutées, leurs pelles, leurs rateaux, et leurs vieux croutons durs comme de la pierre.

Depuis qu'ils savent que samedi à Bourgoin un président somnolent a collé plusieurs mois de prison à un manifestant trouvé porteur d'un canif de six centimètres de long. Il a été brandi à l'audience pour convaincre les foules qui se sont écroulées de rire devant le misérable objet enveloppé de cellophane. Il s'agit d'une arme de sixième catégorie, une « arme blanche ». Pour les autres on s'est contenté, faute de mieux, d'armes par destination. Autrement dit la justice, dans ce cas, examine vos poches et votre cabas et attribue aux objets qu'elle y trouve le pouvoir de faire des plaies et des bosses à des gendarmes mobiles sans défense. Vu sous cet angle, le Larzac est puissamment armé...

Une autre innovation à Bourgoin : la justice caravansérail. Une salle d'audience à noter sur les guides de l'été : on peut y débiller et y bouffer ses sandwiches, boire un coup et passer à son voisin, fumer, tousser, roter, se

déshabiller, examiner pensivement ses chaussettes, se mêler aux conversations des autres, s'endormir profondément et faire des photos souvenirs.

Le gouvernement prétend même qu'on y rend la justice : les témoins s'y mêlent si fraternellement qu'ils en sont attendrissants de bonne volonté dans leur désir de trouver des coupables. Le Président, les assesseurs et le procureurs se sentaient tellement bien couverts par le dit gouvernement qu'ils ont, eux aussi, piqué leur petit somme. Cela ne leur était pas très difficile : ils étaient entrés *couchés* dans la salle d'audience.

Tout comme les gendarmes, ils ne dorment pas avec la gueule ouverte. Ils sont là, pour préparer un bon lit de justice aux otages que certains non-violents leur ont innocemment envoyés : ceux qui expédient les « violents » au casse-pipe en levant les yeux au ciel. Lequel s'en fout. « *A chacun son CRS* », ai-je lu dans une gazette « non-violente », *La gueule ouverte*, appelant les foules à Malville. Vital Michalon a eu le sien. Il l'a attendu tranquillement, tandis que les « non-violents » se repliaient violemment. Vital Michalon est plongé dans un profond sommeil. Il dort à poings serrés.

Et encore bravo...

C.M. VADROT ■

dès le 30 juillet à Morestel...

On a beaucoup parlé de ce qui s'est passé le 31 juillet à Creys-Malville ou plus exactement à Faverges... Mais on n'a rien dit sur la journée du samedi. Savoir ce qui s'est passé ce jour-là est important pour comprendre ce qui s'est passé le lendemain.

Donc, le samedi matin, le dispositif militant se mettait en place. Pour les quatre lieux de concentration prévus comme points de départ des cortèges vers le site (Montalieu, Poleyrieu, Courtenay et Morestel) les « locaux » organisaient la répartition des militants. Un effort particulier était fait pour Morestel : c'était là, en effet, que se tenait le meeting de la CFDT qui devait expliquer pourquoi tout en étant contre le surrégénérateur, elle n'appelait pas à la marche...

Il apparut vite que c'était à Morestel que tout se jouait. D'abord, le meeting CFDT rassemblait plusieurs centaines de militants venus participer en même temps à la marche. Il était, dès lors, impossible pour les envoyés de la confédération — des responsables de l'Union départementale... — venus justifier la décision confédérale, d'avoir la moindre influence sur les présents. Tour à tour des militants CFDT venaient expliquer pourquoi eux, participaient à la marche et des militants du Rhône et de l'Isère annonçaient la participation de nombreux secteurs de la CFDT régionale. Les forums prévus ne purent se tenir. On n'était pas venu pour discuter du pour et du contre à propos du nucléaire, on était venu pour dire non et le manifester en acte.

ceux qui ne marcheront pas...

Le matin du même jour, à Courtenay, le PS était venu dire, avec 150 militants, qu'il était contre le surrégénérateur de Creys-Malville, mais qu'il ne participait pas à la marche, à l'exception d'élus locaux du PS. Face aux objections faites par les écologistes présents, les réponses furent particulièrement ambiguës.

Ainsi pour la CFDT — qui s'est quand même — prononcée contre la filière des surrégénérateurs et pour un moratoire de trois ans sur le nucléaire industriel — et pour le PS — qui propose seulement d'arrêter Creys-Malville — on laissait à la piétaille extérieure le soin d'aller au front pour imposer ces orientations...

la confusion et le mystère

Ensuite, les regards se tournent vers les assemblées générales qui devaient avoir lieu, à l'initiative de la coordination des comités Malville, dans chacun des lieux de rassemblement. Le débat à l'AG de Morestel devant la mairie donnait une idée plus précise de l'ambiance. Après que le responsable de la coordination eût rappelé fermement la volonté de faire une démonstration de masse et pacifique vers le site, l'accueil d'une partie des présents montra que l'unanimité n'était pas réalisée sur cette question ; même si la coordination avait décidé qu'il en serait ainsi.

Alors commença un « débat » relativement confus où ceux qui, très minoritaires, mais très décidés, étaient venus avec la ferme intention d'en découdre avec les forces de l'ordre, voulaient contester la coordination. En réalité deux attitudes inconciliables se dessinaient : l'une qui voulait, malgré tout, s'en tenir à une démonstration massive, non violente, tout en orientant la manif vers le site, c'est-à-dire vers la zone interdite et le dispositif policier, et l'autre qui estimait que la présence policière étant par nature une provocation, il fallait y répondre par la force pour atteindre le site lui-même. Le débat, ou plutôt le double monologue, ne pouvait que se

terminer sans conclusion. Plus exactement il serait tranché demain, sur le terrain.

Le contact fut établi avec des responsables de la coordination et du MAN où nous fîmes part de notre souhait d'une manifestation unique et de nos interrogations quant à la capacité des comités d'assurer un déroulement contrôlé de la « manif ». Les réponses ne furent guère rassurantes. La coordination estimait contrôler trois points de départ sur quatre, le quatrième étant, bien sûr, Morestel. Pour Morestel une solution était recherchée. D'autre part si la décision de converger vers le site était bien maintenue, étaient aussi prévus face à l'inévitable rencontre avec le barrage policier, des moyens pour faire en sorte que la marche, une fois arrivée, ne stagne pas (ce qui est la pire des situations) et qu'elle puisse avoir une capacité de mouvement pour éviter l'affrontement. Sur ces moyens on restait allusif et mystérieux.

La coordination semblait espérer, d'ici là, un contact avec les responsables de la police. Rendez-vous était pris à une heure du matin. A ce moment-là, on connaîtrait les décisions de la réunion des Comités Malville et, éventuellement, celles de la police... Une concertation et un échange d'informations avec des représentants de groupes d'extrême gauche (OCT, LCR, KB allemand en particulier) permit de faire un constat : il serait pratiquement impossible d'empêcher les groupes qui n'obéiraient pas à la coordination de déborder le cortège.

Il était alors convenu que les camarades de SO qui ne se trouveraient pas dans les comités de protection se placeraient à proximité de la tête du cortège pour suppléer en cas de nécessité, aux déficiences possibles des comités de protection. Cette décision s'avéra opportune car la débandade du dimanche, devant les charges policières, aurait pu entraîner un bilan bien plus lourd.

C'est donc dans l'incertitude que, dimanche matin, se constitue, à Courtenay, le cortège. On sait la suite des événements : la valse hésitation des organisateurs, le cul-de-sac de Faverges, le piège policier, les affrontements, le repli, la mort de Vital Michalon, les pieds, les mains arrachées, les mutilations, la sauvagerie policière, les ratonnades, le procès-mascarade de Bourgoin. Un ami est mort. Notre amertume est grande, notre colère aussi. Interpellé par le risque, la violence, la peur, chacun est situé devant ses responsabilités. A chacun désormais de les prendre.

B. RAVENEL ■



tém de l'auto- à l'auto-

Une manifestation de 50 000 personnes, une manifestation de masse ; et pourtant le bilan est très lourd : un mort, une centaine de blessés. Quelle responsabilité ? S'il est évident que les grands responsables sont le préfet Jannin et sa police, les organisateurs se doivent de faire le bilan d'une protection de milliers de manifestants pacifistes presque inexistante...

En effet dès samedi, il apparaissait que les quelques groupes décidés à être offensifs étaient rassemblés à Morestel. Le soir même, lors de la réunion des responsables des organisations soutenant la marche, le PSU et le représentant allemand s'inquiétaient des risques de débordement et demandaient un regroupement des services d'ordre d'organisation sous la direction de la coordination des comités Malville. Mais ce fut refusé. Chacun devait se « fondre » dans le service de protection des comités Malville. Or le dimanche à Morestel et plus tard à Courtenay ces services de protection n'existaient pas, il en a résulté que chacun se débrouillait comme il le pouvait où il était, sans consigne ni coordinateur du comité Malville.

l'isolement

Quand les affrontements ont éclaté, le service de protection du PSU et celui de l'OCT se sont retrouvés en tête, isolés. En tant que responsable du service de protection PSU, j'ai cherché un représentant des comités Malville. Impossible d'en trouver ! Chacun se débrouillait dans son coin, prenant une responsabilité sans pouvoir savoir ce que d'autres faisaient plus loin. J'ai dû prendre l'initiative d'aller voir les CRS. Mais bien qu'étant tête nue et mains en l'air, je n'ai reçu qu'un flot de grenades lacrymogènes. Aussi ai-je décidé de faire reculer la manifestation assez loin pour permettre un repli aux manifestants éparpillés et de se dégager du nuage de lacrymogène.

L'autodiscipline qui régnait a permis un recul rapide. Plus loin, un représentant des comités a pris la parole, appelé à un rassemblement 400 mètres en arrière dans un champ. Le PSU étant seul porteur





Malville : savoir assurer ses bases

Certes le préfet Jannin avait bien fait les choses, mais il n'a pas agi seul. Le ministre de l'Intérieur et le président de la République ont été, nous dit-on, informés tout au long de la journée du 31 juillet. A Malville la décripation présidentielle versait tout droit dans la guerre civile et le préfet est de ceux qui se révèlent en ces sortes de circonstances. Jannin est responsable ; il doit être destitué et jugé pour l'emploi contre les manifestants d'armes de guerre (les grenades offensives qu'il faut interdire) qui ont tué V. Michalon. Mais le véritable procès est politique. C'est celui du pouvoir.

La stratégie de la tension pratiquée à Malville n'a pas été imposée par un préfet baroudeur à des politiques « décripateurs ». L'union des « bons français » suppose la « criminalisation » — comme disent les Italiens — des récalcitrants. Le Président accepterait bien l'alternance... à condition que la politique, par exemple énergétique, ne soit pas « alternée ». Le pouvoir s'est lancé dans la fuite en avant du « tout nucléaire » qui commence à soulever de très larges inquiétudes. De plus, beaucoup de pays industrialisés amorcent une réduction de leurs programmes nucléaires qui risque de laisser la France avec un nouveau Concorde sur les bras. Très rapidement l'idée d'une « pause » — comme en Allemagne — dans la mise en œuvre de l'implantation des centrales pourrait bien gagner de larges soutiens. Mitterrand fin politique, l'a bien senti, d'où sa proposition de référendum.

violence calculée

La politique « attrape-tout » a déçimement de beaux jours devant elle et le PC — enlisé dans l'illusion nationaliste — vient certainement de laisser filer quelques nouvelles voix vers le PS. Dans ce contexte, l'élargissement du courant de contestation nucléaire risque de peser lourd dans la perspective de 78. Cette nouvelle opposition peut, en dernier recours — au second tour — favoriser l'élection de candidats de gauche qui se prononceraient pour la pause nucléaire. Le pouvoir sent bien le danger, d'où sa tentative de couper les racines populaires du mouvement anti-nucléaire en le « criminalisant » dans des affrontements à la violence calculée. Les manœuvres policières de Malville n'étaient que la poursuite de la politique de décripation par d'autres moyens.

Nous étions un certain nombre à bien voir l'enjeu. Divers mouvements écologiques, le MAN (voir son communiqué ci-joint) en particulier, voulaient comme nous éviter l'affrontement. Nous avions, dans le 75 qui précédait le rassemblement de Malville, indiqué un plan possible de la police, les risques d'un dégagement au dernier moment de certaines zones, - piège où les manifestants iraient s'entasser. Rouge ricanait de ces prédictions et mises en garde d'« ours rusé » (voir 75 n° 750). Mais aujourd'hui que reste-t-il de ces dénigrement systématiques ? Qui a eu tort et qui a raison ?

la provocation policière

Car la poursuite et l'élargissement

du combat contre la mise en œuvre du programme nucléaire exige qu'un bilan soit tiré concernant la bonne conduite des manifestations de masse. A Malville, le piège était gros comme la psychologie du préfet. C'est ainsi qu'un quadrillage policier qui, le samedi, pouvait s'étendre jusqu'à 25 km du site (j'ai vu un barrage à 8 km de Bourgoin), laissait, le dimanche, les manifestants aux abords même de la centrale. L'intention était manifeste : la police qui savait que quelques groupes, certes très minoritaires, étaient venus là pour en découdre, pouvait attendre de pied ferme l'arrivée des manifestants.

« Pas de quartier ! » sera l'ordre lancé sur la radio interne de la police (écoute publiée par *Libération*). Immédiatement l'utilisation du tir tendu, des grenades offensives lancées par les mousquetons à longue portée (ce qui soit dit en passant détruit l'argument principal du Commandant de gendarmerie relatif aux circonstances de la mort de Michalon) viendront appuyer la démonstration.

La provocation politico-policrière est manifeste. Elle risque à l'avenir de se répéter, d'où la nécessité d'un bilan critique. On ne conduit pas une manifestation de 50 000 personnes dans un face à face sans issue avec gendarmes et CRS. L'affrontement en ligne fait le jeu du pouvoir et le « sit-in » n'est pas praticable en ce genre de circonstances. De fait, c'est une vieille expérience, la force des manifestants réside dans leur mobilité ; elle seule peut, bien organisée (c'est-à-dire prévue à l'avance), permettre de déjouer les guets-apens policiers.

Les militants du PSU respectent toujours la démocratie des comités unitaires de base, car là est la force du mouvement. Mais la cohérence de ceux-ci est par définition précaire et il leur est parfois difficile de fixer une ligne d'action ferme, là où elle serait pourtant le plus nécessaire. La naïveté des objectifs tactiques fixées à la manifestation de Malville par la « coordination des comités » témoigne de ces incertitudes.

après l'été anti-nucléaire...

Pourtant, Malville, par son ampleur, comporte aussi une toute autre leçon. Dès avant la manifestation, l'ensemble de la presse a dû se faire l'écho du débat sur le nucléaire, notamment à propos du choix des surrégénérateurs. En quelques jours, l'actualité politique a été repoussée au second plan par l'ouverture au grand public d'une confrontation sur l'atome civil et militaire. A l'aube d'une lutte électorale qui peut mettre en cause les équilibres du régime,



l'affaire est de toute première importance. L'opposition anti-nucléaire peut, dans les mois qui viennent, exploiter ce succès et élargir la brèche. Mais à condition de savoir assurer ses bases.

L'heure n'est pas au repli sur soi, ni à la fuite en avant dans les actions minorisantes. Un puissant mouvement doit maintenant se développer pour le *moratoire nucléaire et le refus de l'arme atomique* (française... ou atlantique). Des objectifs plus limités peuvent être mis en avant et notamment : l'arrêt de tout nouvel investissement pour les installations nucléaires industrielles ; l'abandon de la filière des surrégénérateurs (dont Creys-Malville). A partir de ceux-ci des actions à bases politiques larges devraient pouvoir être engagées.

Car en dépit des manœuvres, « l'été anti-nucléaire » a tenu ses promesses et la situation politique de la rentrée en sera largement modifiée.

Serge DEPAQUIT ■

le communiqué du MAN

Le MAN, mouvement pour une alternative non-violente, soutenant la lutte contre Super-Phénix, et ayant appelé au rassemblement des 30 et 31 juillet, tient à apporter les précisions suivantes :

Le MAN déplore le caractère dramatique de la journée du 31 juillet, conséquence d'une véritable stratégie de « guerre civile » adoptée par le pouvoir et mise en œuvre par le préfet Jannin avec une rigueur particulière.

Il dénonce la présence de quelques provocateurs d'extrême-droite qui ont tout fait pour que la manifestation dégénère. De même, il regrette qu'une minorité de manifestants révoltés n'aient pas su contenir leur violence, malgré le caractère ouvertement pacifique que s'était donné le rassemblement.

Cependant, les affrontements qui se sont produits sur la colline de Faverges ne doivent pas faire oublier les problèmes de fond posés par Super-Phénix, clé de voute du programme électro-nucléaire français. En ce sens, les dispositifs policier et militaire déployés préfigurent le visage de la société nucléaire qu'on nous prépare.

Il faut souligner que, malgré la pluie et les bruits alarmistes, les marches ont été massives et populaires. Cette manifestation doit donc peser lourd dans le débat politique qui va nécessairement se développer sur la question nucléaire.

Une fois de plus, le MAN constate qu'il ne suffit pas de déclarer qu'une manifestation sera pacifique ou non-violente pour qu'elle le soit dans les faits. La non-violence ne s'improvise pas : elle nécessite une certaine organisation. Pour sa part, le MAN se félicite que la marche de Montalieu, à l'organisation de laquelle il a participé avec le PSU et le MERA, se soit déroulée sans aucun incident.

Pour l'avenir de la lutte contre Super-Phénix, il importe que les populations locales gardent l'initiative des actions, et que le mouvement de désobéissance civile (15% EDF notamment) s'organise et se développe dans tout le pays. Seules des actions de masse n'excluant pas le soutien des organisations politiques et syndicales pourront créer un rapport de force contre EDF et l'Etat. ■

gnage rganisation rotection

de mégaphone, dut transmettre la consigne, notamment chez ceux qui étaient les plus proches des flics. Mais étant membres du PSU, nous avons reçu des injures et avons été bousculés. Nous nous sommes donc repliés jusqu'au champ de rassemblement. De là, la manifestation a rejoint Poleyrieu dans une auto-organisation saisissante.

chacun est concerné...

Ainsi, nous avons remarqué qu'il existait une conscience et une autodiscipline chez les manifestants. Cela démontre qu'il était possible d'organiser des services de protection de masse. Il ne manquait plus qu'un représentant du comité Maville pour les consignes. Mais les organisateurs se sont laissés déborder. Ils n'ont pas pris assez au sérieux les menaces prévisibles. En conséquence, ils ont assumé la direction d'une manifestation sans prendre en charge la sécurité, laissant à chacun ses moyens. C'est une erreur lourde de conséquences, d'autant plus qu'il était possible d'y remédier. Nos militants étaient prêts à agir et apporter un appui, partout où cela aurait été nécessaire.

D'ailleurs, lors du rassemblement de soutien aux inculpés à Paris, les services de protection de l'OCT et du PSU ont très rapidement cloisonné les provocateurs qui s'en prenaient aux journalistes. A Bourgoin-Jallieu, les écologistes ont formé un service d'ordre conséquent.

Une fois de plus, on voit l'importance que peut avoir un service de protection, non pas musclé, mais important par son nombre et bien structuré, dans lequel les militants ont l'habitude d'agir ensemble. C'est pourquoi, chaque militant, chaque sympathisant, est concerné. Il relève de notre engagement d'imposer à chaque organisation appelant à manifester, la garantie de la mise en place d'un service de protection unitaire et de masse. Sa vocation n'est pas de jouer lui aussi à la répression, mais d'être au service de décisions prises démocratiquement.

G.M. ■

VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

LARZAC

14 AOÛT 1977

Larzac : toujours vivant

Les 13 et 14 août, le Larzac se peuplera à nouveau de tous ceux, qui aux côtés des paysans luttent contre l'état capitaliste, centralisateur, exploiteur et nucléaire. En août 1974, nous étions plus de cent mille sur le Larzac. Depuis, la lutte a continué sous d'autres formes.

Mais trois ans après, en organisant un nouveau rassemblement, les paysans veulent affirmer que le Larzac est toujours là, bien vivant. Ils veulent vivre en conservant leurs racines, sans « l'aménagement » colporteur de camps militaires, centrales nucléaires, barrages... Dans une conférence de presse, tenue le 3 août à Paris, ils ont dressé un bilan de leur situation actuelle. Nous en publions les extraits essentiels.

« Sur le plan juridique, l'arrêté d'Utilité Publique, confirmé par le Conseil d'Etat, aura cinq ans le 26 décembre, et atteindra ainsi sa date limite, mais le préfet peut le proroger pour cinq ans. Entre la DUP (Déclaration d'Utilité Publique) et la phase finale de l'expropriation (ordonnances d'expropriation), il ne manque qu'une formalité, l'arrêté de cessibilité. Celui-ci, plusieurs fois annoncé et brandi comme une menace par les pouvoirs publics depuis 1975, n'a jamais été pris ; et il semble peu probable qu'il intervienne maintenant avant les élections. D'ores et déjà, l'administration a perdu son pari : la dernière récolte ne sera pas celle de 1977.

des militaires d'installent...

Sur le plan foncier, la situation est complexe. L'« Antenne génie-Domains » a acquis à ce jour un peu plus de quatre mille hectares à l'amiable. Mais terres et bâtiments acquis à l'amiable sont souvent toujours occupés, soit légalement par des fermiers, soit illégalement (comme la ferme des Truels au Nord). Depuis octobre 1976, les militaires ont inauguré une nouvelle tactique en installant des postes fortifiés dans les fermes récemment achetées : il en existe actuellement quatre, deux au nord-est (les Tourmets et Cavaliès) et deux au sud du périmètre (Le Cun et La Salvetat). On peut au passage se poser le problème d'une Utilité Publique qui recourt pour s'imposer à des méthodes coloniales.

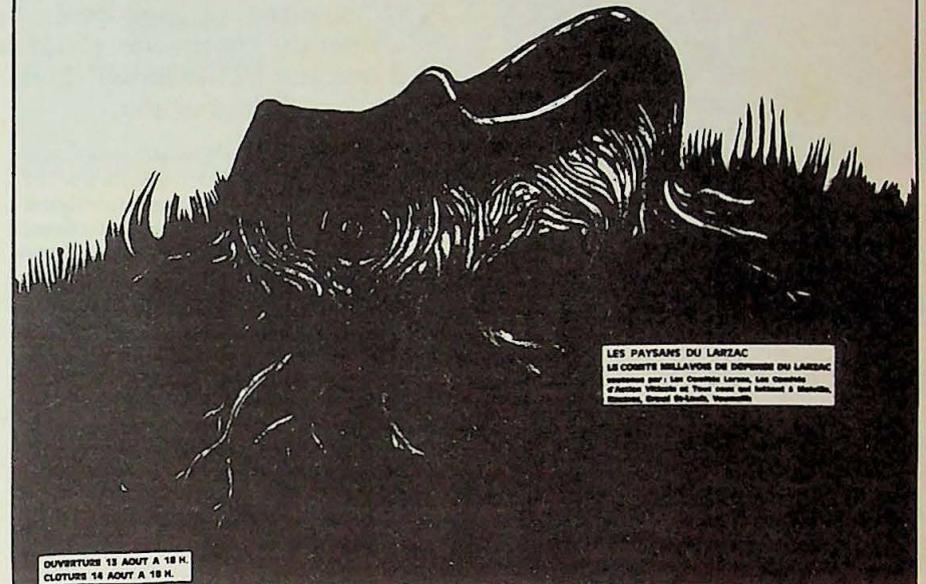
D'autre part, depuis décembre 1973, il existe un « contre-achat amiable », par le *groupement Foncier Agricole du Larzac*. Financé par des « capitaux militants » (sous forme de parts de mille francs), le GFA a permis jusqu'à présent de souffler à l'armée un peu plus de mille hectares (pour un capital d'un demi milliard d'A.F.), dans des zones « stratégiques ». Mille hectares d'un côté, quatre mille hec-

tares de l'autre, cette analyse de la situation foncière ne semble pas en notre faveur, mais elle l'est objectivement si l'on considère que, de l'aveu même de l'administration, ne pas arriver en cinq ans à 30 % d'achats amiables constitue un échec *sans précédent* dans un projet de ce type (ex. : Canjuers 91 % d'achats amiables en 5 ans).

Certes les pressions économiques (interdictions de construire, blocages de prêts ou de subventions...) et la durée de la lutte ont entraîné, surtout chez les paysans les moins touchés par le projet, une certaine démobilité. Mais on est très loin du « pourrissement » espéré par le gouvernement. Là aussi, le pouvoir a échoué, et la résistance n'est pas sérieusement entamée.

qu'ils y croupissent !

Nous voulons que le Larzac remplisse à nouveau pendant deux jours son rôle de lieu de rencontres, d'échanges, d'expression. Tous ceux qui à Malville, à Naussac, dans le midi viticole, et un peu partout en France,



luttent pour « vivre et travailler au pays » vont se retrouver pour tirer les enseignements d'un été riche en marches et manifestations de toute sorte.

Nous voulons que ce rassemblement soit « offensif ». Que faut-il faire pour être « offensif »? Attaquer le camp militaire? ou des fortins? Les militaires seraient ravis de jouer à la « guéguerre », et nous préférons les laisser croupir dans leurs retranchements. Alos? Nous allons « seulement » marcher, et nous réunir sur le terrain militaire. Là, au réceptacle même du champ de tir, nous réaffirmerons notre volonté inébranlable d'empêcher l'extension du camp. Il n'y aura rien à casser.

Les paysans du Larzac ■

Montefibre : une question d'heures

La multinationale italienne Montedison, était déjà tristement célèbre : elle déversait en mer Méditerranée des boues rouges qui tuaient les poissons. Les pêcheurs corses avait mené contre elle des actions spectaculaires. Aujourd'hui ce sont 1 039 ouvriers des Vosges qui se battent contre sa décision de liquider l'usine Montefibre à Saint-Nabord.

Les vallées vosgiennes représentent une des plus grosses concentrations d'industries textiles de France, notamment de filatures de coton. Depuis 1955 le chômage, les fermetures battent leur plein. Depuis le début de l'année 1977, 1 800 emplois ont été supprimés, selon l'union départementale CGT. La décision prise le 13 juillet dernier par le trust Montedison de fermer Multifibre a donc suscité la colère.

la logique de trust

Dans ce contexte, l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC décidait le 22 juillet l'occupation « technique » (sans grève) des installations. Celles-ci, implantées en 1966, ont coûté 40 milliards d'anciens francs. L'état a fourni 10 milliards de subvention. Le

matériel ultra moderne permettait de produire du fil nylon, revendu par des filiales du trust en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Espagne, en Afrique. Sans consulter le comité d'entreprise, en violation de la loi, la firme veut restructurer et quitter la France. La construction en Italie d'une nouvelle unité capable de produire 150 000 tonnes de polyester et le transfert des productions de Montefibre dans d'autres unités du groupe servent à justifier ce choix.

Les travailleurs combattent cette logique. Leurs réactions immédiates (meetings, manifestations, maintien de l'usine en activité réduite) ont permis de repousser la fermeture définitive du 22 juillet au 22 août. Mais, rançon du modernisme du matériel, l'usine risque de mourir faute d'approvisionnement en fuel. Dans une conférence de presse le 5 août dernier, l'in-

tersyndicale CGT-CFDT-CGC a en effet expliqué que, faute de fuel « dans les colonnes de polymérisation, en quelques heures, les matières liquides qui forment les fils synthétiques, vont se solidifier dans toutes les tuyauteries et filières, bloquant irrémédiablement le système, faisant peut être sauter tous les joints. Si les systèmes s'arrêtaient il serait pratiquement impossible de le faire redémarrer ».

la course au fuel

Les ouvriers qui occupent l'usine exigent donc que les 168 tonnes de fuel stockées chez Elf Erapp et déjà payées par Montefibre leur soient livrées. Ils ont demandé le 29 juillet au ministère de l'Industrie d'intervenir dans ce sens et de rechercher un éventuel racheteur. Les représentants du ministre ont répondu aux militants syndicaux que l'approvisionnement était de la responsabilité de la Montefibre et que le ministère ne pouvait dégager des crédits pour une entreprise occupée. Manière de faire du chantage à l'encontre des travail-

Lip : ce que solidarité veut dire

Devant l'usine, un bulldozer creuse une tranchée. Des pneus sont accumulés devant la porte, des barres de fer plantées. Mais l'atmosphère n'est pas à la guerre civile comme veulent le faire croire certains commentateurs. Les travailleurs de Lip craignent une intervention policière pour évacuer le matériel. Ils ont déjà subi deux saisies de montres. Ils veulent résister, mais pas seuls. Ils sont conscients. Ils sont conscients que leur combat est partie intégrante de celui de toute la classe ouvrière. Les témoignages de solidarité qu'ils reçoivent tous les jours les renforcent dans cette conviction. En effet, plusieurs centaines de visiteurs se déplacent chaque jour : individuels, représentants de comités d'entreprise pour apporter une aide financière, pour acheter des montres. Dans la seule journée du 5 août, 1 100 montres ont été vendues. Le 6 août, une délégation du PSU composée de Michel Mousel, Pierre Régnier et J.C. Magnin conseiller municipal PSU de Besançon est venu apporter aux Lip le soutien de tout le parti. Elle a « croisé » une délégation du PCF conduite par E. Dalbera avec des responsables de la fédération du Doubs. Une réunion intéressante sur l'avenir de Lip a eu lieu. Le sujet qui a le plus retenu l'attention fut celui de la préservation de l'outil de travail avec l'aide de la municipalité et des organisations ouvrières. L'idée d'une reprise des activités, d'une solution industrielle sous forme de coopérative ouvrière a été examinée. Michel Mousel a expliqué le sens de notre solidarité. Voici les passages les plus importants de son intervention.

Pierre REGNIER ■

Après avoir rappelé la volonté du pouvoir et du patronat de détruire Lip par une offensive économique, politique et idéologique, Michel Mousel

explique le sens de la solidarité du PSU et les perspectives politiques dans lesquelles, elle se situe.

« Au fur et à mesure que les mois s'écoulent le problème des Lip est de plus en plus étroitement lié à la question du changement du pouvoir.

Après 1978, il ne s'agira pas de remplacer la légalité bourgeoise que

vous avez efficacement contribué à dynamiser, par une espèce de pouvoir qu'exerceraient certains sur la majorité des travailleurs. Nous devons, tous ensemble, créer de nouvelles formes de démocratie.

Mais votre lutte pose le problème du pouvoir pour d'autres raisons. Si Lip vit encore en 1978, on devra répondre à deux questions : en premier lieu, quels sont les droits et pouvoirs des travailleurs dans la vie économique sur l'emploi, sur le droit à vivre et travailler au pays ? en deuxième lieu, comment les travailleurs exerceront-ils la responsabilité de l'entreprise ?

Votre conflit, vos initiatives, ont contribué à faire avancer la réflexion sur la nationalisation. Elle serait une solution à Lip, s'il ne s'agit pas d'une simple transformation juridique. Il faut que l'initiative ouvrière puisse se manifester dans l'orientation de l'entreprise. Vos actions démontrent qu'il ne s'agit pas d'une simple discussion d'état-major, ou d'un débat théorique. Nous avons constaté au cours des dernières années que c'était une aspiration fondamentale de la classe ouvrière de ne plus accepter que les choix, les décisions et orientations soient prises par d'autres. C'est pourquoi nous considérons le projet autogestionnaire comme la seule réponse politique à ce mouvement de fond.

Cette aspiration contribue à poser un autre débat : Que veut-on faire pour l'horlogerie française ? Peut-on, puisque ce sujet s'étale aujourd'hui à la une de tous les journaux, se contenter de poser le problème de l'indépendance nationale à travers le seul aspect de la défense française et si on va avoir recours au nucléaire ou pas, comme le font, en ce moment, le PC et le PS. Pour nous l'optique patriotique ou chauvine est inacceptable. La préservation d'un potentiel économique, que ce soit dans l'horlogerie, la micromécanique ou la machine-outil dépend plus de la manière dont les travailleurs pourront prendre en main leur destin... La lutte pour un outil de travail, pour un

potentiel humain, l'avenir d'une région se trouve, votre lutte le prouve, au cœur de ce problème.

On ne peut donc se contenter d'attendre 1978 pour réagir en laissant le pouvoir et le patronat faire ce qu'ils veulent contre les travailleurs.

Dans la riposte immédiate sont jetées les bases d'un changement de pouvoir, d'un changement réel, tout en contribuant à accroître les chances d'une victoire électorale. Aller vers une autre société dans chaque bataille d'aujourd'hui, voilà pourquoi notre solidarité avec les Lip n'est pas une question de mots, ou de récupération, ou de choix privilégié. Vous avez tenté de réaliser la convergence entre toutes les luttes de travailleurs sur l'emploi ici-même, car vous avez compris, vous aussi, que le soutien n'est pas seulement une affaire de motions de congrès.

au-delà des ventes...

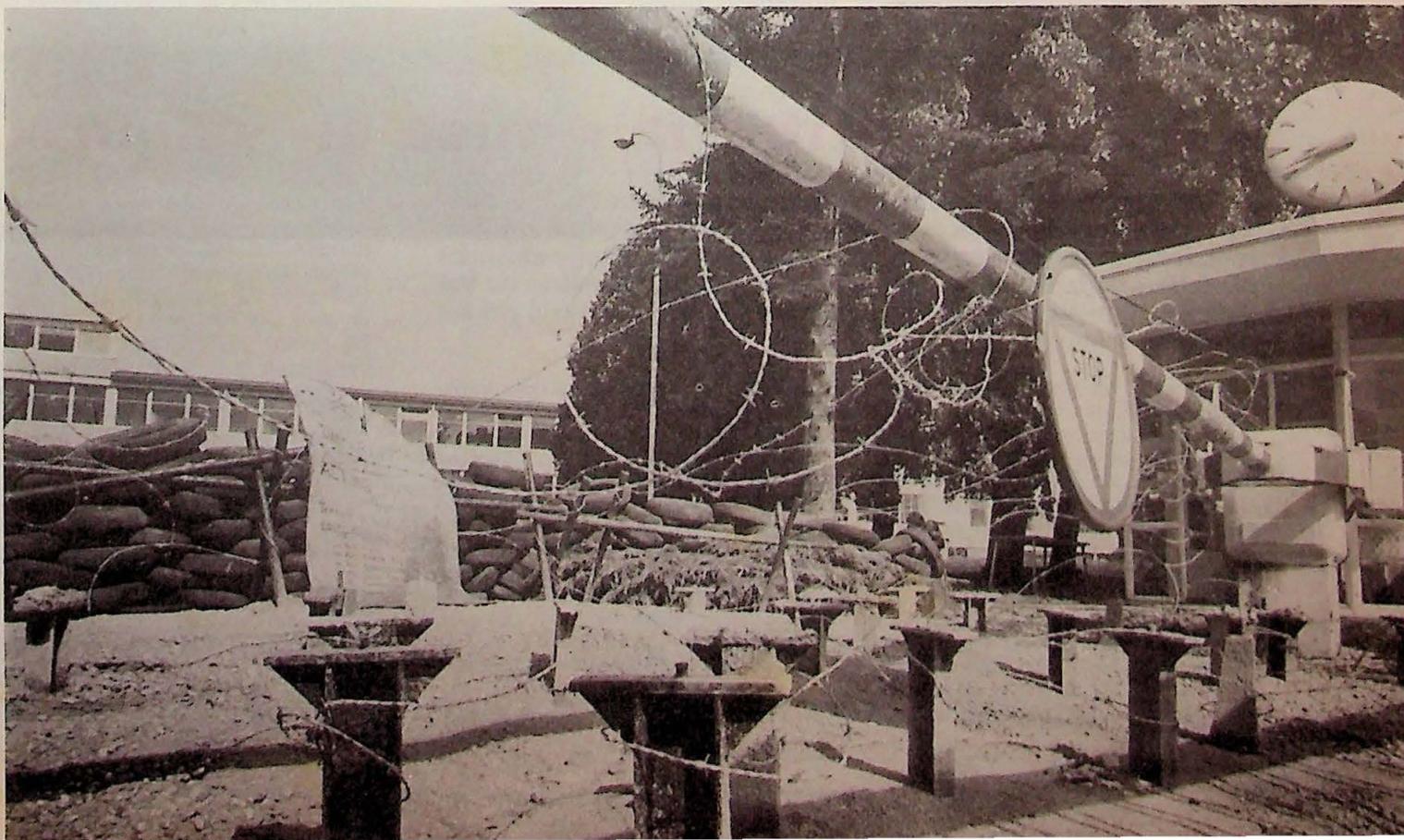
L'aide du PSU pour la vente de montres rentre dans ce cadre ; de même les démarches que nous avons entreprises à votre demande auprès des autres organisations ouvrières, politiques et syndicales, pour que le collectif des libertés soit saisi des agressions policières et autres que vous subissez. Mais au-delà de ce soutien moral et matériel, comment aller plus loin, notamment pour que vous vous assuriez la maîtrise et le contrôle définitif de votre outil de travail ? La guerre d'usure, les menaces qui planent sur votre avenir et celui de vos familles imposent ce débat. Lip doit continuer à exister grâce à votre résistance. Le PSU croit que des moyens peuvent exister pour sauvegarder le potentiel industriel de Lip avant que l'irréversible ne soit accompli. Moyens légaux, peut-être... Sans nous substituer à votre propre capacité de juger de la situation de l'avenir, nous nous tenons à votre disposition pour apporter un appui militant, technique et politique, à la solution que vous aurez choisie. ■

leurs en lutte et de se laver les mains de cette affaire. Affaire dans laquelle l'Etat a investi des milliards !

Devant ce refus, l'intersyndicale a pris l'initiative de faire livrer vingt quatre tonnes de fuel le même jour. Mais sera-ce suffisant pour empêcher la destruction quasi-irréversible de l'outil technologique ? Cette livraison donne un délai de grâce de quelques jours. Si d'ici là, les autorités refusent d'intervenir tout sera perdu.

Une fois de plus la logique du profit et du gaspillage apparaît en pleine lumière. 1 039 familles seraient condamnées à en subir les conséquences. Un appui politique et un soutien militant, en ce milieu d'août leur est apporté. Il faut l'amplifier. Des militants des trois grandes centrales italiennes implantées chez Montedison sont venus, le 9 août, manifester leur solidarité. Puisque l'Etat a financé le fonctionnement et l'installation de cette usine, que le trust veut détruire ce potentiel productif, la nationalisation sous contrôle ouvrier s'impose.

Yves SPARFEL ■





vivre, travailler, produire autrement

...Et autre chose ! et au pays. Voilà des années que les luttes comme celle de Lip ou celle du Larzac ont posé ces exigences. Elles ont fait des petits. Même si beaucoup d'entre nous sont impressionnés par le fait qu'en cet été 1977, comme en 1973, on se retrouve à Palente, ou sur le plateau millavois, les résultats de ces luttes dépassent de loin l'analyse qu'on peut en faire localement. C'est que, pour les ouvriers comme pour les paysans, elles ont sonné le début du refus de la fatalité et de l'irréparable.

Les mots d'ordre surgis dans ces luttes sont devenus le lien unificateur de toutes les batailles d'aujourd'hui. Ils résument en fait l'essentiel des aspirations populaires, ces aspirations dont la force devrait sans doute balayer, dans quelques mois, la sinistre coalition des patrons du préfet Jannin. Mais pourtant, quel paradoxe ! on ne trouve guère de trace de ces aspirations dans le Programme commun de ceux qui postulent à en recueillir les fruits électoraux !

la manière de les mettre en œuvre, débûser les blocages, et chercher à les dépasser.

la démarche autogestionnaire

C'est ce choix qu'a fait le PSU. Pour lui, dans cette période, à l'occasion des élections, mais aussi par delà les élections dans le contexte d'une crise mondiale du capitalisme loin d'être terminée, le seul programme concevable est celui que les organisations ouvrières et populaires peuvent déterminer par le dialogue avec l'ensemble de ceux qui attendent un changement en profondeur et l'ont montré dans l'action.

Ne pas « parachuter » un programme tout fait, mais le chercher avec tous, en soumettre les éléments à tous, voilà une démarche profondément *autogestionnaire*. Une démarche autour de laquelle peuvent se retrouver tous ceux pour qui la politique doit être autre chose que les discours de notables du dimanche. Voilà pourquoi le PSU a décidé d'entreprendre une vaste campagne d'action et de discussion sur le thème : « Vivre, Produire, travailler autrement ». Chacun pourra y préciser ce qu'il attend d'une victoire de la gauche, même quand elle n'en parle pas. Pour rechercher ensemble les moyens de la réaliser. Pour peser d'un poids suffisant afin de le mettre en œuvre.

Il y aura des enquêtes, débats, des expositions, etc. Pas de modèle unique : chaque section, chaque groupe du PSU adaptera les thèmes de la campagne à la localité ou au secteur d'intervention. Pas de récupération sectaire : quiconque souhaitera y participer sera le bienvenu. Mais on s'efforcera aussi d'en rassembler tous les résultats, de faire apparaître tout ce qui est nécessaire, tout ce qui est possible...

N'hésitez pas à prendre contact avec la section PSU la plus proche ■

or, de deux choses l'une

Ou bien l'on continue de faire « comme si » ces luttes étaient extérieures, en tout cas secondaires, par rapport à l'objectif considéré comme central, celui d'une défaite électorale de la droite. Dans ce cas, on ne se prépare pas à « transformer l'essai » en une véritable victoire des travailleurs commençant ensemble à construire une autre société ; de plus, on ne se donne pas toutes les chances de passer le cap électoral.

Ou bien on part de la réalité : le refus de la politique de la droite, la progression des idées socialistes parmi les travailleurs, la confiance en la possibilité d'une autre société ont largement été véhiculés par ces luttes et celles-ci sont le véritable moteur du changement. Alors il faut, non seulement reprendre les mots d'ordre — ce qui pourrait n'être que simple récupération — mais approfondir leur signification et leurs conséquences, débattre avec tous les intéressés de

Ce critique socialiste rassemble les textes dont le PSU discutera lors de son prochain congrès.

critique socialiste

Revue théorique du PSU

*Propositions de programme
pour la construction
du socialisme
autogestionnaire
en France*

29

Sont en préparation :

Les institutions, l'agriculture, le combat international, etc. Si vous êtes intéressés par les propositions et brochures, vous pouvez le faire savoir au :

PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris.



Dans le cadre de la campagne : « Vivre, Produire et Travailler autrement », le PSU publie également, sous forme de brochures, les propositions qu'il a déjà établies à la suite des discussions démocratiques qu'il a entreprises.

Naussac : contre la « mise en valeur » colonialiste :

Le barrage, on en parlait depuis trente ans. Aujourd'hui, le pouvoir technocratique décide arbitrairement son implantation. **But réel, longtemps caché : fournir de l'eau supplémentaire aux gros céréaliers de la Limagne, refroidir les centrales nucléaires du Val de Loire, limiter la pollution à Clarmont-Ferrand asphyxié par les rejets de Michelin.**

Pour cela, on noie une des meilleures vallées de la Lozère, on chasse les paysans, on choisit un site présentant de graves dangers en raison de la nature du terrain. Le barrage de Naussac est un bel exemple de « mise en valeur » colonialiste, mais il incarne aujourd'hui la prise de conscience de la population et les luttes qu'elle mène contre l'Etat et ses serviteurs (1).

Le rassemblement organisé les 6 et 7 août, à Naussac par les agriculteurs de la région, la CFDT, le comité de défense de la vallée et l'organisation

occitane VVAP, a illustré l'ensemble des questions qui se posent à l'heure actuelle à ceux qui luttent contre la politique capitaliste d'aménagement du territoire. Les affrontements de Malville ont pesé sur le débat entre les partisans d'une action « offensive » et ceux qui, avec le comité d'organisation, souhaitent ne rien faire qui puisse marginaliser les opposants au barrage. En dépit d'une maladresse certaine des organisateurs dans leur dénonciation d'éventuels « casseurs », leur point de vue a prévalu.

Alors que l'opposition de la popula-

tion au barrage a permis à la gauche (principalement au PS) de gagner de nombreuses municipalités dans une région de tradition conservatrice, le PCF et le PS n'étaient pas présents en tant que tels au rassemblement. En revanche de nombreux élus de gauche de la région conduisaient le cortège, attitude à rapprocher de la condamnation récente — élections obligent — du projet de barrage par les partis du Programme commun.

Une réelle unité populaire contre la politique d'aménagement du gouvernement se forge dans la région : le comité de défense et l'ensemble des organisations locales participant à la lutte ont su trouver une large audience dans la population : en témoignent la floraison d'affiches du comité Naussac chez les commerçants de Langogne, la présence dans le défilé ou en spectateurs de nom-

breux habitants de la région, comme celle des paysans de la vallée à la messe en plein air célébrée par Jean Cardonnel.

Entre Malville et le Larzac le rassemblement de Naussac a permis de maintenir l'action contre une politique centraliste et productiviste qui se heurte aux aspirations de la population. La présence des militants PSU au rassemblement et dans le cortège illustre leur totale solidarité avec le combat des paysans lozériens pour vivre et travailler au pays.

J.-J. BOISLAROUSSIE ■

(1) Pour plus de précisions sur le combat de la population de Naussac lire le livre de Guy Debrel, militant du comité de défense : Naussac, la vie engloutie, aux Presses du Languedoc.